

9

**COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DE
L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**

**C.C.T. DU 25 AVRIL 2003 CONCERNANT
LES INITIATIVES DE FORMATION**

Vu l'accord interprofessionnel du 14 janvier 2003 pour les années 2003 et 2004 ;

Vu la CCT du 25 avril 2003 conclue au sein de la commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie ;

IL EST CONVENU ENTRE

la Centrale Nationale des Employés,
le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres de Belgique,
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

d'une part,

ET

NEERLEGGING-DEPO : REGISTR.-ENREGISTR.

25-05-2003

la Fédération du Textile FEBELTEX

d'autre part,

CE QUI SUIT:

26-09-2003

NR.
N°

67775 / 60/214

I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

Cette convention collective de travail est applicable aux entreprises qui relèvent de la Commission Paritaire pour les employés de l'Industrie Textile et de la Bonneterie et aux employés qu'elles occupent.

Par dérogation à l'alinéa premier, cette convention collective de travail ne s'applique pas à l'entreprise S.A. Celanese et à ses employés.

Par "employés", on entend le personnel employé tant masculin que féminin.

II. PORTEE DE LA CONVENTION

Article 2

La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre de l'accord interprofessionnel du 14 janvier 2003 pour les années 2003 et 2004, en vue de développer certaines initiatives de formation.

La présente convention collective stipule également les modalités nécessaires concernant l'exécution du chapitre IV – Formation - article 13, 1^e alinéa de la convention collective du 25 avril 2003 conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie.

III. CEFRET-EMPLOYES

Article 3

CEFRET-Employés reste le moteur pour la formation dans le secteur. Les projets de formation à exécuter par CEFRET-Employés sont préalablement approuvés au sein du groupe de travail permanent de CEFRET-Employés.

IV. COTISATION PATRONALE

Article 4

Comme prévu au chapitre IV - Formation - article 13, 1^e alinéa de la convention collective de travail du 25 avril 2003, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie, les employeurs versent à partir du 1^{er} janvier 2003 pour les années 2003 et 2004 une cotisation de 0,10 % calculée sur la base du salaire complet de leurs employés, tel que défini par l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 comportant les principes généraux de la sécurité sociale pour les travailleurs salariés et par les arrêtés d'exécution de cette loi, au Fonds de Sécurité d'Existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie.

Cette cotisation est due pour chaque trimestre et est perçue par le Fonds de Sécurité d'Existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie et versée à la section "Formation".

De cette manière, le secteur apporte sa contribution à la réalisation de l'engagement visant à faire des efforts supplémentaires en matière de formation permanente, en vue de mettre la Belgique sur la voie qui mènera après 6 ans au niveau moyen des trois pays limitrophes.

V. PLANS DE FORMATION

Article 5

Au niveau de l'entreprise, un plan de formation peut être développé, qui tient compte des éléments suivants :

- Le plan de formation concerne les formations qui seront réalisées pendant la période du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus.
- Le plan de formation mentionne le contenu de la formation prévue, le nombre d'employé(e)s concerné(e)s et le temps consacré à la formation.

- Toutes les formations possibles (qualification professionnelle, sécurité, environnement, etc.) entrent en considération. Le plan concerne à la fois les formations internes et externes ainsi que les formations que l'entreprise organise et réalise elle-même (cf. formation "on the job") et celles pour lesquelles elle s'adresse à des formateurs externes.
- Le plan de formation doit être soumis par l'employeur au conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale. A défaut de conseil d'entreprise et de délégation syndicale, le plan de formation est communiqué au CEFRET-Employés.
- Le plan de formation doit être discuté, approuvé et suivi par l'organe mentionné ci-dessus. Au sein de CEFRET-Employés, le suivi a lieu sur la base des documents nécessaires, soumis par l'entreprise concernée.
- Si le plan de formation n'est pas approuvé par l'organe mentionné ci-dessus, l'employeur peut le soumettre au groupe de travail paritaire, créé au sein de la commission paritaire. Ce groupe de travail paritaire prendra la décision finale concernant ce plan de formation.

VI. DROIT DE TIRAGE

Article 6

L'entreprise qui offre une formation à ses employés **et/ou** aux demandeurs d'emploi dans le cadre d'un plan de formation approuvé, tel que défini à l'article 5 ci-dessus, peut récupérer une partie des coûts de celui-ci sur la base d'un droit de tirage auprès du Fonds de Sécurité d'Existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie.

Le droit de tirage peut être exercé selon les conditions suivantes:

- L'entreprise doit introduire sa demande pour l'octroi du droit de tirage auprès du Fonds de Sécurité d'Existence. A cet effet, elle envoie au Fonds au plus tard le 15 décembre 2003 par pli recommandé un exemplaire du plan de formation approuvé.
- Le droit de tirage s'élève par entreprise et par année civile à maximum 0,10% de la masse salariale des employés de l'entreprise.
- Seuls les coûts, définis à l'article 7 ci-dessous, pour les formations réalisées entre le 1er janvier 2003 et le 31 décembre 2004 dans le cadre d'un plan de formation approuvé entrent en compte pour le droit de tirage.
- Le paiement du droit de tirage s'effectue sur la base de la preuve des coûts exposés. Il suffit que l'entreprise apporte la preuve de ses dépenses à concurrence du droit de tirage.
- La preuve des dépenses exposées en 2003 doit être déposée au plus tard le 31 mars 2004 au Fonds de Sécurité d'Existence pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie. La preuve des dépenses exposées en 2004 doit être déposée au plus tard le 31 mars 2005 au Fonds de Sécurité d'Existence.
- Une copie de la preuve des dépenses est transmise aux membres du conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale.

Article 7

Les coûts qui sont pris en compte pour le droit de tirage sont les coûts qui entrent en considération pour remplir les rubriques 5803 et 5813 du bilan social, conformément à la note explicative du bilan social, rédigée par la Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique à savoir :

**** pour toutes les formations :**

- Les rémunérations des travailleurs en formation (rémunérations brutes et charges sociales) pendant la durée de la formation;
- Les frais de transport et d'hébergement dans la mesure où ils sont directement liés aux actions de formation.

A ces coûts généraux, il y a eu lieu d'ajouter les frais spécifiques aux formations internes ou externes décrits ci-dessous.

**** pour les formations internes :**

- Les rémunérations du personnel qui dispense la formation (rémunérations brutes et charges sociales). Il s'agit des formateurs à temps plein, des formateurs occasionnels (pour les seules heures passées à préparer les cours et à enseigner) et du personnel affecté soit à temps plein, soit à temps partiel à l'organisation ou à l'administration des formations;
- Les frais de fonctionnement.

**** pour les formations externes :**

- Les dépenses facturées par l'organisme de formation qui sont directement liées à la formation;
- Le coût des fournitures exclusivement liées à la formation qui n'auraient pas été acquises par l'entreprise si la formation n'avait pas eu lieu..

VII. DISPOSITIONS FINALES

Article 8

Sans préjudice de ce qui précède concernant le droit de tirage, les entreprises doivent être encouragées à faire usage des interventions financières offertes par les instances régionales, nationales, européennes et autres.

Article 9

Lorsque l'employé qui suit une formation dans le cadre d'un plan de formation approuvé doit engager des frais supplémentaires (e.a. des frais de déplacement), ces frais de déplacement seront indemnisés par l'employeur, moyennant fourniture des pièces justificatives.

Article 10

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour la période du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN VAN DE
TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

**C.A.O. VAN 25 APRIL 2003 BETREFFENDE
VORMINGSINITIATIEVEN**

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 14 januari 2003 voor de jaren 2003 en 2004;

Gelet op de CAO van 25 april 2003 gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de
textielnijverheid en het breiwerk;

WORDT TUSSEN

De Landelijke Bedienden Centrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel,
De Bond der Bedienden, Technici en Kaders van België,
De Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

enerzijds,

EN

NEERLEGGING-DEFO REGISTR.-ENREGISTR.

de Textielfederatie FEBELTEX

05 -05- 2003

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

26 -09- 2003

NR.
N°

67775 16/2/14

I. TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen die onder de
bevoegdheid vallen van het paritair comité voor de bedienden van de Textielnijverheid en het
Breiwerk en op de bedienden die zij tewerkstellen.

In afwijking op de eerste alinéa is deze collectieve arbeidsovereenkomst niet van toepassing op
de firma N.V. Celanese en op haarbedienden.

Met "bedienden" worden zowel het vrouwelijk als mannelijk bediendepersoneel bedoeld.

II. DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kader van het interprofessioneel
akkoord van 14 januari 2003 voor de jaren 2003 en 2004, met het oog op een aantal
vormingsinitiatieven.

In het bijzonder bepaalt onderhavige CAO de nodige modaliteiten m.b.t. de uitvoering van hoofdstuk IV - Vorming en opleiding - artikel 13, 1^{ste} alinéa van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2003 gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk.

III. COBOT-BEDIENDEN

Artikel 3

COBOT-Bedienden blijft de motor van het opleidings- en vormingsgebeuren in de sector. De opleidingsprojecten die door COBOT-Bedienden worden uitgevoerd, worden voorafgaandelijk goedgekeurd in de schoot van de permanente werkgroep van COBOT-Bedienden.

IV. PATRONALE BIJDRAGE

Artikel 4

Zoals voorzien in hoofdstuk IV – Vorming en opleiding - artikel 13, 1^{ste} alinéa van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2003, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk, storten de werkgevers uit de textiel- en breigoednijverheid met ingang van 1 januari 2003 en voor de jaren 2003 en 2004 een bijdrage van 0,10%, berekend op grond van het volledig loon van hun bedienden, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet, aan het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textiel- en breigoednijverheid.

Deze bijdrage is om het kwartaal verschuldigd en wordt door het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk geïnd en op de sectie "Opleiding" gestort.

Aldus levert de sector haar aandeel tot de uitvoering van het engagement om bijkomende inspanningen op het vlak van permanente vorming te doen, met als doel België op het traject te zetten dat na 6 jaar leidt tot het gemiddeld niveau van de drie buurlanden.

V. OPLEIDINGSPLANNEN

Artikel 5

Op het niveau van de onderneming kan een opleidingsplan opgesteld worden, rekening houdende met hetgeen volgt:

- Het opleidingsplan heeft betrekking op de opleidingen die in de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 zullen gerealiseerd worden.
- Het opleidingsplan vermeldt de inhoud van de geplande vorming, het aantal betrokken bedienden en de voorziene tijdsbesteding voor de vorming.

- Alle mogelijke opleidingen (beroepskwalificatie, veiligheid, milieu, enz.) komen hiervoor in aanmerking. **Het betreft zowel interne opleidingen als externe opleidingen en zowel de opleidingen die de onderneming zelf organiseert en uitvoert (cfr training on the job) als die waarvoor zij beroep doet op externe opleidingsaanbieders.**
- Het opleidingsplan moet door de werkgever voorgesteld worden aan de ondernemingsraad of bij ontstentenis aan de syndicale delegatie. Bij ontstentenis van ondernemingsraad en syndicale delegatie wordt het opleidingsplan overgemaakt aan COBOT-Bedienden.
- Het opleidingsplan moet door voormeld orgaan besproken, goedgekeurd en opgevolgd worden. In de schoot van COBOT-Bedienden gebeurt de opvolging aan de hand van de nodige documenten, voorgelegd door de betrokken onderneming.
- Ingeval het opleidingsplan niet goedgekeurd wordt in het voormeld orgaan, kan de werkgever het voorleggen aan de paritaire werkgroep, opgericht in de schoot van het paritair comité. Deze paritaire werkgroep zal de eindbeslissing omtrent het opleidingsplan nemen.

VI. TREKKINGSRECHT

Artikel 6

De onderneming die haar bedienden en/of werkzoekenden vorming aanbiedt binnen het kader van een goedgekeurd opleidingsplan zoals bedoeld in artikel 5 hiervoor, kan een gedeelte van de kosten hiervan recupereren op basis van een trekkingsrecht bij het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden van de textiel- en breigoednijverheid.

Het trekkingsrecht kan uitgeoefend worden onder de volgende voorwaarden :

- De onderneming moet haar aanvraag voor de toekenning van het trekkingsrecht indienen bij het Fonds voor Bestaanszekerheid. **Daartoe** stuurt zij uiterlijk op 15 december 2003 per aangetekende brief een exemplaar van het goedgekeurde opleidingsplan naar het Fonds.
- Het trekkingsrecht belooft per onderneming en per kalenderjaar maximaal 0,10% van de loonmassa van de bedienden van de onderneming.
- Alleen de kosten, zoals bedoeld in artikel 7 hierna, voor vorming die gerealiseerd werd in de période van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 in het kader van het goedgekeurd opleidingsplan, komen in aanmerking voor het trekkingsrecht.
- De uitbetaling van het trekkingsrecht gebeurt na bewijs van de gedane kosten. Het volstaat dat de onderneming de gedane kosten bewijst ten belope van het trekkingsrecht.
- Het bewijs van de gedane kosten voor 2003 dient uiterlijk op 31 maart 2004 bij het Fonds voor Bestaanszekerheid ingediend te worden. Het bewijs van de gedane kosten voor 2004 dient uiterlijk op 31 maart 2005 bij het Fonds voor Bestaanszekerheid ingediend te worden.
- Een afschrift van het bewijs van de gedane kosten wordt overgemaakt aan de leden van de ondernemingsraad of bij ontstentenis de syndicale delegatie.

Artikel 7

De kosten die in **aanmerking** genomen worden voor het trekkingsrecht zijn de kosten die in **aanmerking** komen voor het invullen van de rubrieken 5803 en 5813 van de sociale balans conform de **toelichtingsnota** bij de sociale balans, opgesteld door de Balanscentrale van de Nationale Bank van België, nl.

**** voor alle opleidingen :**

- de bezoldigingen van de werknemers in opleiding (brutobezoldigingen en sociale lasten) **gedurende** de opleiding;
- de verplaatsings- en verblijfskosten van de deelnemers voor zover ze rechtstreeks met de opleiding verband houden.

Bovenop deze algemene kosten komen de kosten **welke** eigen zijn aan de interne of externe opleidingen en hieronder worden beschreven.

**** voor interne opleidingen :**

- de bezoldigingen van het personeel dat instaat voor de opleiding (brutobezoldigingen en sociale lasten). Het betreft voltijdse opleiders, occasionele **opleiders** (alleen de uren besteed aan de voorbereiding en het onderricht) en het personeel dat **hetzij** voltijds hetzij deeltijds instaat voor de organisatie of de administratieve aspecten van de opleiding;
- de bedrijfskosten.

**** voor externe opleidingen :**

- de kosten welke worden aangerekend door het **opleidingsorganisme** en rechtstreeks met de opleiding verband houden;
- de uitsluitend voor de opleiding gebruikte benodigdheden die de onderneming niet zou hebben aangekocht indien de opleiding niet had plaatsgevonden.

VII. EINDBEPALINGEN**Artikel 8**

Onverminderd hetgeen voorafgaat m.b.t. het trekkingsrecht, dienen de **ondernemingen** aangespoord te worden om gebruik te **maken** van de **financiële** tegemoetkomingen die **voorzien** zijn door regionale, nationale, Europese of andere instanties.

Artikel 9

Indien het volgen van een opleiding door een bediende, binnen een goedgekeurd opleidingsplan, voor de betrokken bediende bijkomende kosten (o.a. verplaatsingskosten) **veroorzaakt**, zal de werkgever deze kosten vergoeden, mits voorlegging van bewijsstukken.

Artikel 10

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en is gesloten voor de période van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004.